

Examen civique, mention carte de résident (CR)

Test d'entraînement n° 3 : 40 questions à choix multiples, corrigé et explications en fin de document

Comme à l'examen : 40 questions (28 questions de connaissance et 12 mises en situation), 45 minutes au maximum, une seule bonne réponse par question. Il faut au moins 32 bonnes réponses sur 40 (80 %). Entourez une lettre par question, puis comptez vos points avec le corrigé.

Questions de connaissance : liste officielle CR du ministère de l'Intérieur. Le ministère ne publie pas les mises en situation : celles de ce test sont des exemples rédigés par FreeExamPath.

Énoncés marqués « Liste CSP » ou « Liste CR » : questions de connaissance officielles publiées par le ministère de l'Intérieur (DIAN) sur formation-civique.interieur.gouv.fr, listes consultées le 17/10/2026, réutilisées sous Licence Ouverte 2.0 (Etalab).

Toutes les propositions de réponse, les bonnes réponses, les explications et les autres questions sont rédigées par FreeExamPath. Ce document n'est pas un examen officiel ; FreeExamPath est un site indépendant, sans lien avec le ministère de l'Intérieur.

Version en ligne avec résultat immédiat : <https://freeexampath.com/fr/examen-civique/carte-de-resident/>

PRINCIPES ET VALEURS DE LA RÉPUBLIQUE

Liste CR n° 17

1. Qu'est-ce que la liberté d'association ?

- A Le droit pour l'État de choisir les associations de chacun
- B Le droit de créer une association ou d'y adhérer librement
- C Le droit de créer une association pour enrichir ses membres
- D L'obligation d'être membre d'une association

Liste CR n° 11

2. Quelle est la devise de la France ?

- | | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| A Unité, Paix, Progrès | B Liberté, Sécurité, Justice |
| C Liberté, Égalité, Fraternité | D Égalité, Travail, Solidarité |

Liste CSP n° 26 · Liste CR n° 19

3. Qu'est-ce que la Marseillaise ?

- | | |
|---------------------------------|---|
| A Le nom du port de Marseille | B Une spécialité culinaire de Marseille |
| C L'hymne national de la France | D Une fête régionale de Provence |

Liste CR n° 36

4. Que garantit le principe de laïcité ?

- | | |
|--|--|
| A Une religion officielle pour tous | B La liberté de croire ou de ne pas croire |
| C Le financement des cultes par l'État | D L'interdiction de toutes les religions |

Liste CR n° 31

5. À l'école publique, qui peut porter des signes religieux très visibles ?

- | | |
|---------------------------------|------------------------------------|
| A Les élèves et les enseignants | B Les élèves seulement |
| C Les enseignants seulement | D Ni les élèves ni les enseignants |

Mise en situation · exemple FreeExamPath

6. Antoine a grandi dans une famille très croyante. À 25 ans, il décide de ne plus avoir de religion, mais ses parents disent qu'il n'en a pas le droit. Que dit la loi ?

- A Il peut en changer seulement avec l'accord de ses parents
- B Il doit garder la religion choisie par sa famille
- C Il doit d'abord obtenir l'accord d'un responsable religieux
- D Il est libre de quitter sa religion ou d'en changer

7. Pendant une fête dans un parc, Emma voit un homme déchirer un drapeau tricolore devant tout le monde pour montrer son mépris de la France. Est-ce autorisé ?

- A** Non, il est interdit d'outrager le drapeau en public
- B** Oui, cela fait partie de la liberté d'expression
- C** Non, sauf pendant une manifestation déclarée à l'avance
- D** Oui, si ce drapeau lui appartient personnellement

8. Des voisins veulent créer officiellement une association pour proposer des cours de cuisine gratuits dans leur quartier. Que doivent-ils faire ?

- A** Obtenir d'abord l'accord du président de la République et du maire
- B** Être tous de nationalité française
- C** Payer une taxe de création très élevée à la mairie
- D** Être au moins deux, écrire des statuts et déclarer l'association

9. Aïcha cherche du travail. La mairie refuse d'inscrire son fils à la cantine de l'école primaire, car les places seraient réservées aux enfants dont les parents travaillent. Est-ce légal ?

- A** Non, mais Aïcha doit d'abord prouver qu'elle cherche un emploi
- B** Non, quand elle existe, la cantine est ouverte à tous les élèves
- C** Oui, donner la priorité aux parents qui travaillent est la règle
- D** Oui, la mairie choisit librement qui mange à la cantine

10. Au guichet de la mairie, un agent porte sur sa tenue une grande croix bien visible. Est-ce conforme à la laïcité ?

- A** Oui, chacun peut montrer sa religion partout, même au guichet
- B** Non, car personne ne peut porter de signe religieux dans une mairie
- C** Non, un agent public ne doit montrer aucun signe religieux au travail
- D** Oui, au guichet, un agent peut montrer sa religion comme un usager

11. Dans la cour d'un collège public, Adama et Lucie parlent de leurs religions. Un camarade leur dit que c'est interdit à cause de la laïcité. Ont-ils le droit d'en parler ?

- A** Non, sauf pendant les cours d'histoire
- B** Non, la religion est un sujet interdit à l'école publique
- C** Oui, et ils peuvent aussi essayer de convertir leurs camarades
- D** Oui, s'ils respectent les convictions des autres

SYSTÈME INSTITUTIONNEL ET POLITIQUE

12. Une personne peut-elle voter à la place d'une autre ?

- A** Oui, mais seulement si elle a une procuration
- B** Oui, si c'est un membre de sa famille
- C** Oui, sans démarche, si l'autre est malade
- D** Non, ce n'est jamais possible

13. Quelle condition est nécessaire pour voter aux élections ?

- A** Être majeur
- B** Être marié
- C** Être propriétaire de son logement
- D** Payer l'impôt sur le revenu

14. La loi est l'expression de :

- A** la volonté du président de la République
- B** la volonté générale
- C** la volonté des responsables religieux
- D** la volonté des juges

15. Quel est le régime politique de la France aujourd'hui ?

- A** Une monarchie, avec un roi à sa tête
- B** Une république démocratique, la Ve République
- C** Une théocratie, dirigée par des religieux
- D** Un empire, dirigé par un empereur

Liste CR n° 74

16. Quel est le rôle principal du département ?

- A** La défense nationale et l'armée
- B** La politique étrangère de la France
- C** L'action sociale et la gestion des collèges
- D** La gestion des lycées et des universités

Liste CR n° 79

17. Quelle est la devise de l'Union européenne ?

- A** Unie dans la diversité
- B** Paix et prospérité pour tous
- C** Liberté, Égalité, Fraternité
- D** L'union fait la force

DROITS ET DEVOIRS

Liste CR n° 107

18. Qu'est-ce que la Constitution ?

- A** Un code de bonne conduite pour les élèves
- B** Un traité signé avec les pays voisins
- C** Le programme électoral d'un parti politique
- D** Le texte fondateur qui organise l'État

Liste CR n° 104

19. Quel texte est le plus difficile à modifier ?

- A** Un arrêté du maire
- B** Une loi ordinaire
- C** Le règlement intérieur d'une école
- D** La Constitution

Liste CR n° 110

20. Concernant l'utilisation des réseaux sociaux, quelle proposition est correcte ?

- A** Les insultes sont permises sous un pseudonyme
- B** On peut tout publier, car internet n'a pas de règles
- C** On peut harceler quelqu'un qu'on ne connaît pas
- D** La loi s'applique aussi sur internet

Liste CR n° 111

21. Jeter un mégot par terre est :

- A** interdit et puni d'une amende
- B** autorisé, car c'est un tout petit déchet
- C** toléré si on l'a bien éteint avant
- D** permis dans la rue mais pas dans un parc

Liste CR n° 115

22. Pour quel motif peut-on limiter la liberté d'expression ?

- A** Pour imposer une seule opinion politique
- B** Pour empêcher les insultes et les appels à la haine
- C** Pour empêcher de critiquer le Gouvernement
- D** Pour interdire de se moquer des religions

Mise en situation · exemple FreeExamPath

23. Rayan va louer un appartement. Avant de lui donner les clés, la propriétaire demande une attestation d'assurance habitation. Est-ce obligatoire ?

- A** Non, l'assurance habitation est toujours facultative
- B** Non, c'est au propriétaire d'assurer son logement
- C** Oui, mais seulement s'il a des meubles de valeur
- D** Oui, le locataire doit assurer le logement qu'il loue

24. Le père de Zoé, 6 ans, pense qu'une petite fessée de temps en temps aide à bien éduquer un enfant. Que dit la loi ?

- A** Elle est permise si elle ne laisse pas de marque
- B** Les fessées et les gifles sont toujours interdites
- C** Les parents choisissent librement leurs méthodes
- D** Elle est interdite à l'école, mais permise à la maison

25. Après une soirée, un ami de Camille publie sur un réseau social une photo où on la reconnaît bien. Il ne lui a rien demandé. Avait-il le droit de la publier ?

- A** Non, les photos de fête sont toujours interdites en ligne
- B** Oui, sauf si elle lui demande ensuite de la retirer
- C** Non, sauf si elle avait donné son accord
- D** Oui, la photo appartient à celui qui l'a prise

26. Pierre fume. Le matin, il emmène sa fille de 8 ans à l'école en voiture et aimerait fumer pendant le trajet. En a-t-il le droit ?

- A** Oui, s'il ouvre bien la fenêtre
- B** Oui, sa voiture est un lieu privé
- C** Non, fumer en voiture est toujours interdit
- D** Non, tant qu'un mineur est à bord

27. Le propriétaire de Bilal veut entrer dans l'appartement qu'il lui loue, pendant son absence et sans le prévenir. En a-t-il le droit ?

- A** Non, il ne peut pas entrer sans l'accord du locataire
- B** Non, sauf s'il a gardé un double des clés
- C** Oui, il peut entrer car il est le propriétaire
- D** Oui, une fois par mois, pour vérifier l'état du logement

28. Chaque nuit, une voisine fait beaucoup de bruit et empêche tout l'immeuble de dormir. Que peut-on faire ?

- A** Rien : le bruit la nuit est toujours permis
- B** Lui en parler, puis faire appel à un conciliateur
- C** Couper l'électricité de son appartement la nuit
- D** La menacer pour qu'elle arrête enfin le bruit

HISTOIRE, GÉOGRAPHIE ET CULTURE

29. De quand date l'appel à la résistance du général de Gaulle ?

- A** Du 8 mai 1945
- B** Du 14 juillet 1789
- C** Du 11 novembre 1918
- D** Du 18 juin 1940

30. Durant le mandat de quel président la peine de mort a-t-elle été abolie ?

- A** Valéry Giscard d'Estaing
- B** Charles de Gaulle
- C** Georges Pompidou
- D** François Mitterrand

31. En 1944, qu'est-ce qui a changé pour les femmes ?

- A** Elles ont obtenu le droit de vote
- B** Elles sont devenues présidentes de région
- C** Elles ont été dispensées d'impôts
- D** Elles ont obtenu le droit à l'IVG

32. Qu'est ce que la France d'outre-mer ?

- A** Les îles britanniques situées dans la Manche
- B** Les territoires français situés hors d'Europe
- C** Les anciennes colonies devenues indépendantes
- D** Les pays étrangers où l'on parle français

Liste CR n° 150

33. Quel pays a une frontière terrestre avec la France métropolitaine ?

- A** La Belgique
- B** L'Autriche
- C** Le Portugal
- D** Le Danemark

Liste CR n° 157

34. Quel fleuve traverse Paris ?

- A** La Seine
- B** La Loire
- C** La Garonne
- D** Le Rhône

Liste CR n° 168

35. Qui était Marguerite Yourcenar ?

- A** Une reine de France de la Renaissance
- B** La première femme présidente du Sénat
- C** La première femme élue à l'Académie française
- D** Une chanteuse d'opéra du XIXe siècle

Liste CR n° 176

36. Qui était Auguste Renoir ?

- A** Un président de la République
- B** Un écrivain du Moyen Âge
- C** Un inventeur du cinéma
- D** Un peintre impressionniste

VIVRE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Liste CR n° 178

37. Quel mariage est reconnu par l'État ?

- A** Le mariage civil, célébré à la mairie
- B** Le mariage célébré en ligne sur internet
- C** Le mariage forcé, imposé par la famille
- D** Le mariage religieux, sans passage à la mairie

Liste CR n° 189

38. Qu'est-ce que le principe de confidentialité dans le domaine de la santé ?

- A** Le médecin doit garder secrètes les informations sur le patient
- B** La famille peut tout savoir sans l'accord du patient
- C** Le médecin peut informer l'employeur du patient
- D** Les dossiers médicaux sont publics

Liste CR n° 195

39. Quelle est la mission de France Travail ?

- A** Verser les pensions de retraite
- B** Aider à trouver un emploi ou une formation
- C** Contrôler les déclarations d'impôts
- D** Délivrer les titres de séjour

Liste CR n° 203

40. À quel âge commence l'instruction obligatoire des enfants ?

- A** 2 ans
- B** 3 ans
- C** 6 ans
- D** 11 ans

Corrigé

Comptez 1 point par bonne réponse. Réussite à partir de 32 sur 40.

1	B	2	C	3	C	4	B	5	D	6	D	7	A	8	D
9	B	10	C	11	D	12	A	13	A	14	B	15	B	16	C
17	A	18	D	19	D	20	D	21	A	22	B	23	D	24	B
25	C	26	D	27	A	28	B	29	D	30	D	31	A	32	B
33	A	34	A	35	C	36	D	37	A	38	A	39	B	40	B

Explications

1. Réponse B : Le droit de créer une association ou d'y adhérer librement

La liberté d'association, inscrite dans une loi de 1901, permet à chacun, français ou étranger, de créer une association ou d'y adhérer. Une association réunit au moins deux personnes autour d'un objectif non lucratif, c'est-à-dire qui n'a pas pour but de gagner de l'argent.

2. Réponse C : Liberté, Égalité, Fraternité

La devise de la France est « Liberté, Égalité, Fraternité ». Apparue pendant la Révolution, elle a été adoptée officiellement en 1848 et figure dans la Constitution de 1958. On la lit sur les bâtiments publics, comme les mairies et les écoles.

3. Réponse C : L'hymne national de la France

La Marseillaise est l'hymne national. Son nom vient des volontaires marseillais qui la chantaient à Paris en 1792.

4. Réponse B : La liberté de croire ou de ne pas croire

La laïcité garantit la liberté de conscience pour tous : chacun est libre d'avoir ou de ne pas avoir de religion, d'en changer ou de ne plus en avoir. Elle garantit aussi l'égalité de tous devant la loi, quelles que soient leurs convictions.

5. Réponse D : Ni les élèves ni les enseignants

Dans les écoles, collèges et lycées publics, la loi de 2004 interdit aux élèves de porter un signe ou une tenue qui montre ostensiblement une appartenance religieuse. Les enseignants, eux, ont un devoir de stricte neutralité et ne doivent montrer aucune conviction religieuse dans l'exercice de leurs fonctions.

6. Réponse D : Il est libre de quitter sa religion ou d'en changer

Grâce à la laïcité, chacun a la liberté de conscience : on peut croire ou ne pas croire, changer de religion ou ne plus en avoir. Personne ne peut être obligé de suivre une religion. Antoine est adulte : ni ses parents ni un responsable religieux ne peuvent décider à sa place.

7. Réponse A : Non, il est interdit d'outrager le drapeau en public

Le drapeau bleu, blanc, rouge fait partie des symboles officiels de la République. La loi interdit de lui faire outrage en public, par exemple en le détruisant ou en l'utilisant de façon dégradante. Ce geste n'est donc pas protégé par la liberté d'expression, et il importe peu que le drapeau appartienne à cet homme.

8. Réponse D : Être au moins deux, écrire des statuts et déclarer l'association

En France, chacun, français ou étranger, peut s'engager dans une association. Pour en créer une, il faut réunir au moins deux personnes, choisir un objectif non lucratif et rédiger les statuts. La déclaration, faite à la préfecture ou sur internet, puis la publication au Journal officiel donnent à l'association la personnalité morale et la capacité juridique.

9. Réponse B : Non, quand elle existe, la cantine est ouverte à tous les élèves

Quand une commune propose une cantine à l'école primaire, chaque enfant scolarisé a le droit d'y être inscrit. La situation sociale des parents ne doit pas faire barrage : réserver la cantine aux enfants dont les parents ont un emploi est illégal, et la recherche d'emploi d'Aïcha ne peut pas devenir une condition. C'est l'égalité d'accès aux services publics.

10. Réponse C : Non, un agent public ne doit montrer aucun signe religieux au travail

Un agent public est libre d'avoir une religion, mais dans le cadre de son travail il ne doit porter aucun signe qui montre sa religion : c'est la neutralité du service public. Les usagers, eux, peuvent porter un signe religieux.

11. Réponse D : Oui, s'ils respectent les convictions des autres

La laïcité de l'école publique ne signifie pas qu'il est interdit de parler des religions. Entre eux, les élèves ont le droit d'échanger sur leurs croyances, en respectant celles des autres. En revanche, chercher à convertir des camarades, c'est-à-dire faire du prosélytisme, est interdit à l'école.

12. Réponse A : Oui, mais seulement si elle a une procuration

Le vote est personnel. On peut voter pour une autre personne uniquement si celle-ci a fait une procuration de vote.

13. Réponse A : Être majeur

Pour voter, il faut être majeur, être inscrit sur les listes électorales et ne pas avoir été privé de ses droits civiques. Il faut aussi être français, sauf pour les citoyens européens aux élections municipales et européennes.

14. Réponse B : la volonté générale

Selon l'article 6 de la Déclaration de 1789, « la loi est l'expression de la volonté générale ». Tous les citoyens peuvent participer à sa formation, directement ou par leurs représentants, et elle doit être la même pour tous.

15. Réponse B : Une république démocratique, la Ve République

La France est une République démocratique : le pouvoir est exercé par des représentants élus par le peuple. Le régime actuel est la Ve République, fondée en 1958.

16. Réponse C : L'action sociale et la gestion des collèges

Le département agit surtout dans l'action sociale, par exemple l'aide aux personnes handicapées ou la gestion du RSA. Il gère aussi les collèges. Les lycées sont gérés par les régions.

17. Réponse A : Unie dans la diversité

La devise de l'Union européenne est « Unie dans la diversité » depuis 2000. Elle rappelle que les Européens se sont rassemblés pour partager la paix et la prospérité, dans le respect de leurs cultures et de leurs langues. « Liberté, Égalité, Fraternité » est la devise de la France.

18. Réponse D : Le texte fondateur qui organise l'État

Une Constitution est l'acte fondateur d'un État : elle organise le pouvoir et garantit les droits et libertés fondamentaux. La Constitution du 4 octobre 1958 est le texte fondateur de la Ve République ; c'est la norme suprême en droit français.

19. Réponse D : La Constitution

La Constitution est le texte le plus difficile à modifier : en règle générale, il faut un vote de l'Assemblée nationale et du Sénat, puis un référendum ou un vote du Parlement réuni en Congrès à la majorité des trois cinquièmes (article 89). Elle a pourtant été révisée plus de vingt fois depuis 1958, par exemple en 1962 pour l'élection du président au suffrage universel direct. Avec le bloc de constitutionnalité, c'est la référence juridique la plus haute : toutes les lois doivent la respecter.

20. Réponse D : La loi s'applique aussi sur internet

La loi s'applique aussi sur internet et sur les réseaux sociaux : insulter ou menacer quelqu'un est une violence, et le cyberharcèlement (messages répétés d'insultes, de moqueries ou de menaces) est une infraction. Une victime ou un témoin peut le signaler à la police ou à la gendarmerie.

21. Réponse A : interdit et puni d'une amende

Un mégot est un déchet. Il est interdit de jeter ou d'abandonner ses déchets dans la rue, et c'est puni d'une amende. Il faut jeter son mégot dans une poubelle ou un cendrier.

22. Réponse B : Pour empêcher les insultes et les appels à la haine

La liberté d'expression a des limites fixées par la loi : sont punis notamment les insultes ou propos haineux envers des personnes, l'incitation à la haine, à la violence ou à la discrimination, et la négation de la Shoah. En revanche, critiquer le Gouvernement est permis, et critiquer une religion ou s'en moquer (le blasphème) n'est pas interdit en France.

23. Réponse D : Oui, le locataire doit assurer le logement qu'il loue

Un locataire doit obligatoirement assurer au moins les risques locatifs : l'incendie, l'explosion et le dégât des eaux. Il doit remettre l'attestation au moment de la remise des clés, puis chaque année si on la lui demande. En revanche, assurer ses meubles et ses objets personnels est facultatif.

24. Réponse B : Les fessées et les gifles sont toujours interdites

La loi interdit d'utiliser la violence pour éduquer un enfant, même légère et même à la maison : fessées, gifles et humiliations sont interdites. Les parents ont l'autorité parentale, mais ils doivent l'exercer sans violence physique ni psychologique. Des parents en difficulté peuvent appeler le 119 pour en parler.

25. Réponse C : Non, sauf si elle avait donné son accord

Pour publier la photo d'une personne que l'on reconnaît, prise dans un lieu privé, il faut en principe son accord avant la publication. Une soirée entre amis ne change rien, et prendre une photo ne donne pas le droit de la diffuser. Camille peut demander à son ami de la retirer, puis s'adresser au réseau social ou porter plainte.

26. Réponse D : Non, tant qu'un mineur est à bord

Il est interdit de fumer dans une voiture quand un mineur est présent, même si la voiture est privée et même avec la fenêtre ouverte. Cette règle protège la santé des enfants. En revanche, Pierre pourra fumer en voiture quand il n'y aura que des adultes à bord.

27. Réponse A : Non, il ne peut pas entrer sans l'accord du locataire

Le logement loué est le domicile du locataire, qui peut y vivre librement pendant toute la durée du bail. Le propriétaire peut garder un double des clés, mais il n'a pas le droit d'entrer dans le logement sans l'accord du locataire, même en cas d'urgence comme un dégât des eaux.

28. Réponse B : Lui en parler, puis faire appel à un conciliateur

Le tapage nocturne est une infraction (une contravention). On peut d'abord en parler calmement ; un conciliateur peut aider à trouver un accord à l'amiable, et la police peut intervenir. Personne n'a le droit de se faire justice soi-même.

29. Réponse D : Du 18 juin 1940

Le 18 juin 1940, depuis Londres, le général de Gaulle lance à la radio son célèbre appel : il encourage les Français à poursuivre le combat contre l'Allemagne nazie.

30. Réponse D : François Mitterrand

La peine de mort a été totalement abolie par la loi du 9 octobre 1981, sous la présidence de François Mitterrand. Cette loi a été défendue par son ministre de la Justice, Robert Badinter. Depuis 2007, la Constitution dit que « nul ne peut être condamné à la peine de mort ».

31. Réponse A : Elles ont obtenu le droit de vote

Les femmes ont obtenu le droit de vote par une ordonnance du 21 avril 1944, signée à Alger par le général de Gaulle. Elles ont voté pour la première fois aux élections municipales de 1945. L'IVG, elle, a été autorisée par une loi de 1975.

32. Réponse B : Les territoires français situés hors d'Europe

La France d'outre-mer, ce sont les territoires français situés hors d'Europe, dans différentes régions du monde : les départements et régions d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, La Réunion, Mayotte) et les collectivités d'outre-mer (par exemple la Polynésie française ou Saint-Pierre-et-Miquelon).

33. Réponse A : La Belgique

En Europe, la France a des frontières terrestres avec 8 pays : la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, Andorre et Monaco. Le Portugal, l'Autriche et le Danemark n'ont pas de frontière avec la France.

34. Réponse A : La Seine

La Seine traverse Paris, puis Rouen et Le Havre, avant de se jeter dans la Manche. La Loire, le Rhône et la Garonne sont aussi de grands fleuves français, mais ils ne passent pas par Paris.

35. Réponse C : La première femme élue à l'Académie française

Marguerite Yourcenar (1903-1987) est une écrivaine célèbre pour ses romans historiques. En 1980, elle devient la première femme élue à l'Académie française.

36. Réponse D : Un peintre impressionniste

Auguste Renoir (1841-1919) est un peintre impressionniste français. Il a peint des scènes joyeuses de la vie quotidienne, des portraits lumineux et des moments de fête.

37. Réponse A : Le mariage civil, célébré à la mairie

Le mariage civil est le seul mariage reconnu en France. Il est célébré à la mairie de la commune où vit l'un des futurs époux ou l'un de leurs parents, et les deux personnes doivent donner un consentement libre et éclairé. Si l'un des époux est français, un mariage civil célébré à l'étranger peut aussi être reconnu en France après sa transcription.

38. Réponse A : Le médecin doit garder secrètes les informations sur le patient

Le secret médical protège toutes les informations connues par le professionnel de santé : état de santé, identité, et tout ce qui a été dit pendant la consultation. Il continue même après la mort du patient, et sa violation est punie par la loi.

39. Réponse B : Aider à trouver un emploi ou une formation

France Travail est un organisme public qui accompagne les personnes à la recherche d'un emploi : il les aide à trouver un travail ou une formation adaptée à leur situation. Il aide aussi les entreprises qui recrutent.

40. Réponse B : 3 ans

L'instruction est obligatoire pour tous les enfants de 3 à 16 ans qui habitent en France, français ou étrangers. Un enfant peut parfois entrer à l'école maternelle dès 2 ans, sous conditions et selon les places disponibles, mais ce n'est pas obligatoire.

Les réponses et explications sont celles de FreeExamPath, vérifiées à partir de sources officielles (fiches de la formation civique, Service-Public, Légifrance). Elles ne sont pas officielles : en cas de doute, la source officielle prévaut.